

10 juin 2013

Le Manifeste convivialiste – déclaration d’interdépendance, Editions Le Bord de l’eau, Paris, sort en librairie le 14 juin 2013.

Une soixantaine d’auteurs principalement français, convaincus qu’un autre monde est non seulement possible mais aussi rigoureusement vital et indispensable, ont décidé d’écrire ce manifeste. Ce Manifeste s’efforce de nommer et définir les contours de ce qu’ont en commun les innombrables tentatives qui de par le monde contribuent directement ou indirectement à apaiser si ce n’est à supprimer les souffrances humaines physiques, morales, économiques et qui cherchent à ce que cesse la dégradation de la Nature si ce n’est parvenir à restaurer la qualité de l’environnement et des ressources naturelles.

Le Manifeste considère qu’elles ont en commun la même volonté que tous les êtres humains puissent vivre en interdépendance selon une éthique de la société bonne dans un environnement préservé : ce que le Manifeste appelle le **convivialisme**.

Pourquoi ces innombrables tentatives ne sont-elles pas parvenues jusqu’ici à leurs fins ? Le diagnostic posé par le Manifeste est qu’elles n’ont pu franchir l’obstacle formé par l’incapacité dans laquelle s’est toujours trouvée l’humanité de surmonter pleinement la violence qui surgit entre les êtres humains ; violence physique, morale, économique dans les relations entre les personnes et à l’égard de la Nature.

Alors comment ces innombrables tentatives pourraient-elles dépasser cet obstacle dont les racines plongent aux origines de l’humanité ? L’idée du Manifeste est qu’elles pourraient joindre leurs forces sur ce point crucial, en affirmant le convivialisme qui les réunit et en faisant explicitement du convivialisme leur fondement doctrinal commun.

Le Manifeste en énonce quelques principes et élabore quelques éléments de la loi commune qui organiserait un nouvel ordre social, envisageant ce qui serait légitime, ce qui serait interdit, aux individus aux Etats, moralement, politiquement, écologiquement, économiquement. Quelques mesures concrètes sont proposées à la réflexion mais l’essentiel du message est une invitation à se regrouper sous une bannière commune et pour y construire ensemble ce nouvel ordre du monde.

Le sous-titre de l’ouvrage *Déclaration d’interdépendance* suggère une thématique peu exploitée dans l’ouvrage. On peut me semble-t-il traduire l’esprit du manifeste en un projet de **déclaration universelle d’interdépendance générale**, c’est ce que j’ai fait dans un petit texte qu’on peut lire ou télécharger sur <http://www.altersocietal.org/documents/duneuf/mh-duneuf-DUIG-13-06-10.pdf>. Les articles de cette déclaration constituent des éléments contributifs à l’élaboration du nouveau modèle d’humanité vers lequel nous voulons nous mettre en marche. Ce sous-titre invoque également la nécessité d’affirmer un cadre différent pour exprimer la pensée sur le monde. Il incite à l’« interdépendantisme » ou plutôt le **convivialisme méthodologique** qui doit se différencier tant par rapport à l’individualisme méthodologique – qui privilégie l’indépendance des individus – qu’au holisme méthodologique – qui affirme la dépendance des individus.

On trouve ci-après la liste des auteurs, puis la version française de l’abrégé qui est aussi disponible dans plusieurs autres langues sur le site <http://convivialistes.fr>

***Le Manifeste convivialiste – déclaration d’interdépendance*, Editions Le Bord de l’eau, Paris, sort en librairie le 14 juin 2013.**

Liste des auteurs :

Claude Alphandéry, Geneviève Ancel, Ana Maria Araujo (Uruguay), Claudine Attias-Donfut, Geneviève Azam, Akram Belkaïd (Algérie), Yann-Moulier-Boutang, Fabienne Brugère, Alain Caillé, Barbara Cassin, Philippe Chanial, Hervé Chaygneaud-Dupuy, Eve Chiapello, Denis Clerc, Ana M. Correa (Argentine), Thomas Coutrot, Jean-Pierre Dupuy, François Flahault, Francesco Fistetti (Italie), Anne-Marie Fixot, Jean-Baptiste de Foucauld, Christophe Fourel, François Fourquet, Philippe Frémeaux, Jean Gadrey, Vincent de Gaulejac, François Gauthier (Suisse), Sylvie Gendreau (Canada), Susan George (États-Unis), Christiane Girard (Brésil), Françoise Gollain (Royaume Uni), Roland Gori, Jean-Claude Guillebaud, Paulo Henrique Martins (Brésil), Dick Howard (États-Unis), Marc Humbert, Éva Illouz (Israël), Ahmet Insel (Turquie), Geneviève Jacques, Florence Jany-Catrice, Hervé Kempf, Elena Lasida, Serge Latouche, Jean-Louis Laville, Camille Laurens, Jacques Lecomte, Didier Livio, Gus Massiah, Dominique Méda, Margie Mendell (Canada), Pierre-Olivier Monteil, Jacqueline Morand, Edgar Morin, Chantal Mouffe (Royaume Uni), Yann Moulier-Boutang, Osamu Nishitani (Japon), Alfredo Pena-Vega, Bernard Perret, Elena Pulcini (Italie), Ilana Silber (Israël), Roger Sue, Elvia Taracena (Mexique), Frédéric Vandenberghe (Brésil), Patrick Viveret, Zhe Ji (Chine).

ABRÉGÉ DU
MANIFESTE CONVIVALISTE
DÉCLARATION D'INTÉRDÉPENDANCE¹

Jamais l'humanité n'a disposé d'autant de ressources matérielles et de compétences techniques et scientifiques. Prise dans sa globalité, elle est riche et puissante comme personne dans les siècles passés n'aurait pu l'imaginer. Rien ne prouve qu'elle en soit plus heureuse. Mais nul ne désire revenir en arrière, car chacun sent bien que de plus en plus de potentialités nouvelles d'accomplissement personnel et collectif s'ouvrent chaque jour.

Pourtant, à l'inverse, personne non plus ne peut croire que cette accumulation de puissance puisse se poursuivre indéfiniment, telle quelle, dans une logique de progrès technique inchangée, sans se retourner contre elle-même et sans menacer la survie physique et morale de l'humanité. Les premières menaces qui nous assaillent sont d'ordre matériel, technique, écologique et économique. Des menaces *entropiques*. Mais nous sommes beaucoup plus impuissants à ne serait-ce qu'imaginer des réponses au second type de menaces. Aux menaces d'ordre moral et politique. À ces menaces qu'on pourrait qualifier d'*anthropiques*.

Le problème premier

Le constat est donc là : l'humanité a su accomplir des progrès techniques et scientifiques foudroyants, mais elle reste toujours aussi impuissante à résoudre son problème essentiel : comment gérer la rivalité et la violence entre les êtres humains ? Comment les inciter à coopérer tout en leur permettant de s'opposer sans se massacrer ? Comment faire obstacle à l'accumulation de la puissance, désormais illimitée et potentiellement auto-destructrice, sur les hommes et sur la nature ? Si elle ne sait pas répondre rapidement à cette question, l'humanité disparaîtra. Alors que toutes les conditions matérielles sont réunies pour qu'elle prospère, pour autant qu'on prenne définitivement conscience de leur finitude.

Nous disposons de multiples éléments de réponse : ceux qu'ont apportés au fil des siècles les religions, les morales, les doctrines politiques, la philosophie et les sciences humaines et sociales. Et les initiatives qui vont dans le sens d'une alternative à l'organisation actuelle du monde sont innombrables, portées par des dizaines de milliers d'organisations ou d'associations, et par des dizaines ou des centaines de millions de personnes. Elles se présentent sous des noms, sous des formes ou à des échelles infiniment variées : la défense des droits de l'homme, du citoyen, du travailleur, du chômeur, de la femme ou des enfants ; l'économie sociale et solidaire avec toutes ses composantes : les coopératives de production ou de consommation, le mutualisme, le commerce équitable, les monnaies parallèles ou complémentaires, les systèmes d'échange local, les multiples associations d'entraide ; l'économie de la contribution numérique (cf. Linux, Wikipedia etc.) ; la décroissance et le post-développement ; les mouvements *slow food*, *slow town*, *slow science* ; la revendication du *buen vivir*, l'affirmation des droits de la nature et l'éloge de la *Pachamama* ; l'altermondialisme, l'écologie politique et la démocratie radicale, les *indignados*, *Occupy Wall Street* ; la recherche d'indicateurs de richesse alternatifs, les mouvements de la transformation personnelle, de la sobriété volontaire, de l'abondance frugale, du dialogue des civilisations, les théories du *care*, les nouvelles pensées des *communs*, etc.

¹ Ce texte est l'abrégé du *Manifeste convivaliste*, publié le 14 juin 2013 aux éditions Le Bord de l'eau (40 p, 5 €). Les lecteurs qui se sentiront en accord avec les principes qu'il expose peuvent déclarer leur soutien à l'adresse internet suivante : <http://lesconvivialistes.fr> ou <https://www.facebook.com/LesConvivialistes>.

Pour que ces initiatives si riches puissent contrecarrer avec suffisamment de puissance les dynamiques mortifères de notre temps et qu'elles ne soient pas cantonnées dans un rôle de simple contestation ou de palliation, il est décisif de regrouper leurs forces et leurs énergies, d'où l'importance de souligner et de nommer ce qu'elles ont en commun.

Du convivialisme

Ce qu'elles ont en commun, c'est la recherche d'un *convivialisme*, d'un art de vivre ensemble (*con-vivere*) qui permette aux humains de prendre soin les uns des autres et de la Nature, sans dénier la légitimité du conflit mais en en faisant un facteur de dynamisme et de créativité. Un moyen de conjurer la violence et les pulsions de mort. Pour le trouver nous avons besoin désormais, de toute urgence, d'un fond doctrinal minimal partageable qui permette de répondre simultanément, en les posant à l'échelle de la planète, au moins aux quatre (plus une) questions de base :

- *La question morale* : qu'est-il permis aux individus d'espérer et que doivent-ils s'interdire ?
- *La question politique* : quelles sont les communautés politiques légitimes ?
- *La question écologique* : que nous est-il permis de prendre à la nature et que devons-nous lui rendre ?
- *La question économique* : quelle quantité de richesse matérielle nous est-il permis de produire, et comment, pour rester en accord avec les réponses données aux questions morale, politique et écologique ?
- Libre à chacun d'ajouter à ces quatre questions, ou pas, celle du rapport à la surnature ou à l'invisible : *la question religieuse ou spirituelle*. Ou encore : *la question du sens*.

Considérations générales :

Le seul ordre social légitime universalisable est celui qui s'inspire d'un principe de commune humanité, de commune socialité, d'individuation, et d'opposition maîtrisée et créatrice.

Principe de commune humanité : par delà les différences de couleur de peau, de nationalité, de langue, de culture, de religion ou de richesse, de sexe ou d'orientation sexuelle, il n'y a qu'une seule humanité, qui doit être respectée en la personne de chacun de ses membres.

Principe de commune socialité : les êtres humains sont des êtres sociaux pour qui la plus grande richesse est la richesse de leurs rapports sociaux.

Principe d'individuation : dans le respect de ces deux premiers principes, la politique légitime est celle qui permet à chacun d'affirmer au mieux son individualité singulière en devenant, en développant sa puissance d'être et d'agir sans nuire à celle des autres.

Principe d'opposition maîtrisée et créatrice : parce que chacun a vocation à manifester son individualité singulière il est naturel que les humains puissent s'opposer. Mais il ne leur est légitime de le faire qu'aussi longtemps que cela ne met pas en danger le cadre de commune socialité qui rend cette rivalité féconde et non destructrice.

De ces principes généraux découlent des :

Considérations morales

Ce qu'il est permis à chaque individu d'espérer c'est de se voir reconnaître une égale dignité avec tous les autres êtres humains, d'accéder aux conditions matérielles suffisantes pour mener à bien sa conception de la vie bonne, dans le respect des conceptions des autres

Ce qui lui est interdit c'est de basculer dans la démesure (*l'hubris* des Grecs), *i.e.* de violer le principe de commune humanité et de mettre en danger la commune socialité

Concrètement, le devoir de chacun est de lutter contre la corruption.

Considérations politiques

Dans la perspective convivialiste, un État ou un gouvernement, ou une institution politique nouvelle, ne peuvent être tenus pour légitimes que si :

- Ils respectent les quatre principes, de commune humanité, de commune socialité, d'individuation et d'opposition maîtrisée, et que s'ils facilitent la mise en œuvre des considérations morales, écologiques et économiques qui en découlent ;

Plus spécifiquement, les États légitimes garantissent à tous leurs citoyens les plus pauvres un minimum de ressources, un revenu de base, quelle que soit sa forme, qui les tienne à l'abri de l'abjection de la misère, et interdisent progressivement aux plus riches, *via* l'instauration d'un revenu maximum, de basculer dans l'abjection de l'extrême richesse en dépassant un niveau qui rendrait inopérants les principes de commune humanité et de commune socialité ;

Considérations écologiques

L'Homme ne peut plus se considérer comme possesseur et maître de la Nature. Posant que loin de s'y opposer il en fait partie, il doit retrouver avec elle, au moins métaphoriquement, une relation de don/contredon. Pour laisser aux générations futures un patrimoine naturel préservé, il doit donc rendre à la Nature autant ou plus qu'il ne lui prend ou en reçoit.

Considérations économiques

Il n'y a pas de corrélation avérée entre richesse monétaire ou matérielle, d'une part, et bonheur ou bien-être, de l'autre. L'état écologique de la planète rend nécessaire de rechercher toutes les formes possibles d'une prospérité sans croissance. Il est nécessaire pour cela, dans une visée d'économie plurielle, d'instaurer un équilibre entre Marché, économie publique et économie de type associatif (sociale et solidaire), selon que les biens ou les services à produire sont individuels, collectifs ou communs.

Que faire ?

Il ne faut pas se dissimuler qu'il faudra pour réussir affronter des puissances énormes et redoutables, tant financières que matérielles, techniques, scientifiques ou intellectuelles autant que militaires ou criminelles. Contre ces puissances colossales et souvent invisibles ou illocalisables, les trois armes principales seront :

- *L'indignation* ressentie face à la démesure et à la corruption, et *la honte* qu'il est nécessaire de faire ressentir à ceux qui directement ou indirectement, activement ou passivement, violent les principes de commune humanité et de commune socialité.

- *Le sentiment d'appartenir à une communauté humaine mondiale.*

- Bien au-delà des « choix rationnels » des uns et des autres, *la mobilisation des affects et des passions.*

Rupture et transition

Toute politique convivialiste concrète et appliquée devra nécessairement prendre en compte :

- L'impératif de la justice et de la commune socialité, qui implique la résorption des inégalités vertigineuses qui ont explosé partout dans le monde entre les plus riches et le reste de la population depuis les années 1970

- Le souci de donner vie aux territoires et aux localités, et donc de re-territorialiser et de relocaliser ce que la mondialisation a trop externalisé.

- L'absolue nécessité de préserver l'environnement et les ressources naturelles.

- L'obligation impérieuse de faire disparaître le chômage et d'offrir à chacun une fonction et un rôle reconnus dans des activités utiles à la société.

La traduction du convivialisme en réponses concrètes doit articuler, en situation, les réponses à l'urgence d'améliorer les conditions de vie des couches populaires, et celle de bâtir une alternative au mode d'existence actuel, si lourd de menaces multiples. Une alternative qui cessera de vouloir faire croire que la croissance économique à l'infini pourrait être encore la réponse à tous nos maux.